

Michel Pablo

Démocratie directe, démocratie des conseils, république autogérée

Mai 1986

Source : *Sous le drapeau du socialisme*, de la Tendance marxiste-révolutionnaire Internationale (TMRI), n° 104, mai-juin 1987.

Depuis la formation d'une société de classes, avec un État représentant les intérêts fondamentaux de la classe dominante, la tendance sous la forme d'aspiration ou sous celle d'action directe, de la masse majoritaire des exploités et opprimés, fut naturellement orientée vers un régime dans lequel pouvait s'exercer aussi amplement que possible leur intervention directe. « Utopie » ou « révolution », vision et praxis jalonnent la longue marche de l'humanité vers la réalisation d'une « autre » société qui se caractériserait à la fois par sa structure réellement équitable, excluant toute exploitation ou oppression de ses membres, et garantissant dans ce cadre l'épanouissement le plus complet de chaque individu. L'« utopie » d'une telle société correspond aux périodes où des individus avancés, aidés par la réflexion théorique sur la réalité de leur époque et par l'imagination, faculté créatrice par excellence de l'homme, rejettent leur présent et parviennent à anticiper un avenir différent, plus conforme aux tendances du présent qu'ils discernent et à leurs exigences éthiques. L'« utopie » est une anticipation de l'avenir, résultant à la fois de la compréhension théorique du présent, donc également de sa dynamique, et des exigences éthiques de l'homme développé.

La « révolution » en revanche est le moment où les masses révoltées se lancent « à l'assaut du ciel », en vue de changer radicalement une réalité qui leur est devenue insupportable, mais sans idées claires sur le contenu précis que prendrait ce changement. L'« utopie » aide la préparation de la « révolution », alors que celle-ci renforce la disposition de la pensée et de l'esprit vers l'utopie et hisse à un niveau supérieur l'élaboration plus concrète, améliorée, du contenu de l'utopie.

Pensée théorique, imagination créatrice et action révolutionnaire des masses forment historiquement, dans leur interaction, le processus social de l'alternance utopie-révolution.

Survолée, l'histoire de la société de classes dans laquelle surgissent nécessairement l'« utopie » et la « révolution », fait apparaître trois moments principaux de cet effort de libération par la praxis ou par la pensée et l'imagination : l'expérience de la démocratie directe lors des V^e et IV^e siècles avant notre ère à Athènes, la « démocratie des conseils » à l'époque moderne, enfin la « république autogérée » plus appropriée à la société complexe de nos jours. « Démocratie directe », « conseils », « autogestion » sont des termes historiquement synonymes qui ont

exprimé à des époques différentes soit la réalité soit le concept, l'« utopie », d'une société démocratiquement gérée par ses citoyens.

Nous citons la démocratie athénienne des temps classiques comme l'exemple le plus notoire d'une gestion directe de la cité-Etat par ses citoyens, avec toutes les limitations propres à son contexte historique. Cette expression ne dépassait pas le cadre d'une cité dans laquelle la citoyenneté était pratiquement exercée par un nombre limité d'individus (quelque cinquante mille), du sexe masculin, et dont la base matérielle de leur « liberté » était formée d'un côté par la masse des esclaves et de l'autre par un empire maritime prospère. Ces limitations étaient à l'époque inévitables et ne diminuent donc pas l'importance d'une expérience de démocratie directe unique au moins jusqu'à l'expérience de la Commune de Paris, plusieurs siècles plus tard, sur une ville beaucoup plus grande, mais moins étendue dans le temps que l'expérience athénienne.

Par la suite il faut attendre les révolutions de notre siècle, en commençant par celle de Russie en 1917, pour connaître une autre expérience de « démocratie directe », celle des conseils, étendue dans le cas russe sur tout un pays. L'expérience des conseils en Russie et pour les autres révolutions du XX^e siècle est importante en tant que réalisation pratique du concept, de l'« utopie » du socialisme, tel que nous le trouvons surtout dans la théorie de Marx.

Le marxisme de Marx concluait à l'avènement d'une société d'abord « socialiste » et par la suite « communiste ». Partant de l'analyse par la pensée théorique des réalités et des tendances du capitalisme, étudiées aussi « scientifiquement » que possible, et aidé par l'imagination créatrice que motive également notre disposition éthique innée vers une « société meilleure », Marx dessine l'« utopie » du « socialisme » et du « communisme », comme résultats de l'action sociale inévitable des hommes, mus dans cette direction à la fois par nécessité et par prise de conscience.

C'est en ce sens d'ailleurs que l'« utopie » de Marx diffère radicalement de toutes les utopies sociales antérieures ou de son temps, y compris des conceptions des anarchistes. Les révolutions qui ont suivi Marx et l'explosion de la démocratie directe des conseils, dans leur toute première période, est une confirmation de la réalité des tendances discernées par Marx dans son analyse « scientifique » du capitalisme, vers l'« utopie » du socialisme et du communisme. L'expérience des conseils, des « soviets », particulièrement durant et au lendemain de la révolution russe de 1917, confirme la tendance spontanée des masses vers l'affirmation de leur intervention et pouvoir sous des formes de « démocratie directe ». Mais cette tendance fut contrecarrée à l'époque par la conception, *a posteriori* jugée erronée, du rôle du parti et de l'État lors d'une révolution vraiment socialiste. Le parti s'avère avoir tendance à se confondre avec le pouvoir étatique, et dans le contexte d'une révolution qui se contente d'étatiser l'économie et de préserver le pouvoir du parti unique, on assiste inexorablement, non pas à la transformation socialiste de la société, mais à la marche vers un « État bureaucratique », c'est à dire un État de plus en

plus renforcé, géré par la prolifération d'une nouvelle couche sociale : la bureaucratie d'État.

Ainsi la conclusion essentielle à tirer des expériences du « socialisme » de notre siècle est la suivante : la démocratie des « conseils » est incompatible avec un régime caractérisé par une économie étatisée, géré par le parti unique. On abolit certes le capitalisme par l'économie, mais le socialisme se construit par le politique, par la nature de l'État transitoire, par les forces qui gèrent réellement l'économie et l'État. C'est donc l'élargissement continu de la démocratie socialiste directe, du pouvoir réel des masses en tant que producteurs et citoyens, qui détermine l'évolution vers le « socialisme » ou vers l'« État bureaucratique ».

D'autre part, la révolution actuellement, et en particulier dans les pays avancés, sera l'œuvre du vaste front des forces politico-sociales, incluant le prolétariat traditionnel et une grande partie du salariat nouveau, la jeunesse, les femmes et autres mouvements sociaux à caractère radical - non pas tellement par leur conscience, mais par la nature de leurs véritables problèmes et la façon de les résoudre radicalement.

Il s'agira d'une révolution, d'un changement social radical, qui va plus loin et plus profondément que le contenu de la révolution selon la conception marxiste traditionnelle, strictement ou essentiellement « de classe ». Elle ne saurait donc avoir comme forme de sa démocratie les « conseils » ou « soviets », organismes de classe qui n'intègrent pas la totalité des forces politico-sociales transformatrices de la société contemporaine complexe : la forme de démocratie qui convient à une telle société, c'est l'autogestion sociale généralisée.

L'idée de l'autogestion en tant que contenu de la démocratie directe à notre époque est une idée nouvelle, surtout dans sa conception globale, parachevée, de l'autogestion sociale généralisée. Elle présuppose l'abolition du capitalisme, mais elle ne se limite pas à cela. De ce point de vue, sa conception, si elle se trouve enrichie par des expériences partielles d'autogestion à l'Est et à l'Ouest, est en élaboration constante.

En Yougoslavie, l'autogestion émerge dans les années 1950 après la rupture avec Staline en tant que tentative de la direction politique yougoslave, la Ligue des Communistes, de trouver un appui solide dans la classe ouvrière du pays en l'associant à la gestion avant tout locale de l'économie, et de l'immuniser ainsi contre les influences soviétiques staliniennes. Mais du fait que l'autogestion yougoslave est restée limitée pratiquement au plan économique local, en réalité sous le contrôle d'un État dirigé par le seul parti politique qu'est la Ligue des Communistes, elle s'est bureaucratisée rapidement sans pouvoir s'épanouir en tant qu'autogestion sociale généralisée. Malgré tout, l'expérience yougoslave garde toujours un très grand intérêt théorique et pratique.

L'autogestion ailleurs, comme par exemple en Algérie pendant la période 1963-1965, fut une tentative d'orienter le processus révolutionnaire du pays vers une perspective socialiste. Mais le contexte économique, politique, social, culturel du pays a vite conduit cette expérience vers une forme d'étatisation au service de la

bureaucratie militaire et néo-capitaliste qui contrôle l'État.

Des formes d'autogestion sont apparues dans nombre d'autres pays du tiers-monde, par exemple au Pérou lors du régime des « militaires sociaux » dans les années 1970, au Chili du temps d'Allende, en tant que tentatives locales spontanées pour acquérir un pouvoir direct des travailleurs dans l'économie agricole ou industrielle.

L'idée de l'autogestion a connu un succès grandissant en Europe occidentale depuis mai 1968 et l'expérience quasi parallèle en Tchécoslovaquie lors du « Printemps de Prague ». Au point que récupérée, déformée, elle s'est introduite dans le discours et le programme de la quasi-totalité des formations de la gauche traditionnelle et de la gauche révolutionnaire dans nombre de pays européens, particulièrement en France.

L'étape la plus récente et la plus importante franchie par la praxis et le concept de l'autogestion fut incontestablement celle représentée par l'éclosion et le développement du mouvement socio-politique de la Solidarité polonaise. L'apogée de cette évolution, d'une très grande valeur théorique et pratique, fut marquée par l'idée de la « république autogérée » et l'esquisse de ses structures économiques, politiques, culturelles. C'est cette expression qui se rapproche le plus de l'autogestion sociale généralisée, sans pour autant épuiser le contenu de celle-ci. Car, en réalité, son concept émerge comme le résultat d'un ensemble de raisons « objectives » et « subjectives » propres au développement atteint plus particulièrement dans les pays de l'Est et de l'Ouest.

S'il y a prise de conscience plus ou moins claire par de larges masses que le « socialisme existant » à l'Est ne saurait constituer une alternative valable, économiquement opérationnelle, politiquement et culturellement acceptable, ce sont surtout les nouvelles conditions objectives qui prédisposent ces mêmes masses à incliner vers la démocratie de type autogestionnaire, vers la « république autogérée ».

Sous l'effet combiné, en interaction, de la crise du capitalisme et de l'émergence de nouvelles forces productives découlant de la recherche et de ses applications scientifiques et techniques, nous assistons à une phase prévue, esquissée par Marx, caractérisée par la tendance du capital à revêtir surtout la forme du capital fixe, de la mécanisation automatisée de l'économie. Ceci va de pair avec l'affirmation du travail non pas individuel, mais collectif, intégré, du « travailleur collectif » dont le fonctionnement efficace est organiquement lié à son caractère « autogéré », c'est à dire démocratiquement organisé et géré. Cette même socialisation accrue, cette transformation de l'économie, sous l'effet des nouvelles forces productives, comporte également un développement culturel accru des travailleurs, qui les rend plus aptes à gérer une économie complexe, mais aussi une économie qui pourrait fonctionner de manière très décentralisée, rendant superflues les grandes concentrations économiques et sociales. Cela aurait aussi pour résultat un remodelage non seulement de l'économie, mais aussi de la structure des villes, de l'urbanisme, mettant un terme aux

agglomérations tentaculaires si contraires à la santé physique et mentale de leurs habitants.

D'autre part, une telle organisation et gestion de l'économie, étendue aussi aux différents services sociaux - éducation, santé, etc. n'aurait pas besoin de l'énergie atomique, du moins aussi longtemps que cette force « redoutable », « sinistre », ne serait réellement et efficacement maîtrisée.

Une économie fortement décentralisée grâce aux nouvelles forces de l'électronique, de l'automatisation, et démocratiquement gérée, peut utiliser des énergies autres que l'énergie atomique, dont l'une sera dans un avenir pas très éloigné l'énergie solaire, grâce aux progrès constants réalisés - mais combattus, retardés, cachés, par les lobbies liés à d'autres intérêts - dans le domaine de la captation de l'énergie solaire directe et même diffuse.

On admet maintenant, à la suite des accidents dans l'espace aussi bien que dans les centrales atomiques, que toute technologie compliquée, complexe, est sujette à de tels accidents, qu'elle ne saurait être parfaitement maîtrisée et contrôlée, et que seule une société démocratiquement gérée, n'obéissant pas aux principes du profit maximum ou du pouvoir hiérarchisé, autoritaire, secret par nature, saurait choisir et contrôler les techniques qui conviennent, à chaque étape historique, à son développement équilibré au service de l'écrasante majorité de ses sujets.

Enfin, une telle économie, rendue pour la première fois dans l'histoire de l'humanité tout à fait possible, aura comme résultat de diminuer énormément le temps du travail socialement nécessaire, d'augmenter par conséquent le temps libre, véritable base pour l'épanouissement de l'individu. Certes, il restera pour longtemps impossible d'envisager une société mondiale autogérée, disposant d'un niveau de vie analogue à celui des minorités privilégiées des pays capitalistes avancés. Ce niveau de vie devrait être calculé comme une moyenne mondiale, égalisant les disproportions choquantes, inacceptables, qui existent actuellement entre le « Nord » et le « Sud ».

Ainsi prend forme la vision de la république autogérée qui devient le synonyme aujourd'hui unique et concret du terme « socialisme » : une société démocratiquement gérée par les collectifs sociaux de travail, de service, de loisir, dans lesquels sont intégrés tous les éléments directement intéressés au fonctionnement social de chacun, dans le cadre d'une planification démocratique de l'ensemble.

« Utopie », une telle société ? Ou bien vision émergeant dans la conscience des hommes aidés par la pensée théorique critique de la réalité de notre temps et de ses nécessités et tendances, ainsi qu'aidés par leur imagination créatrice ? Certes, de par la nature même du fait social, qui évolue constamment dans le temps, et qui est façonné par l'interaction complexe d'un faisceau d'influences, de « causes », il n'existe aucun « déterminisme » strict du devenir social, comparable à celui des sciences physiques. Les hommes à la fois subissent et font leur histoire.

Cependant l'« utopie » de la « république autogérée » a des racines objectives et

subjectives profondes, comme j'ai voulu sommairement certes, le souligner. Et de toute façon elle est beaucoup plus crédible que l'« utopie » esquissée par les apôtres divers du néo-capitalisme, qui fait miroiter une société d'un « nouvel âge d'or » grâce aux forces de l'électronique, de l'automatisation et autres découvertes et applications scientifiques et techniques, prétendument en train de nous sortir de la crise économique sévissant depuis plus de dix ans déjà.

Or, cette société prend de plus en plus la forme d'une société duale, y compris dans le « centre » des pays capitalistes avancés, où une partie des gens possède des emplois stables et bien rémunérés, et une autre partie, dans laquelle prédominent les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés, est destinée soit au chômage complet, soit aux emplois éphémères, instables, mal rémunérés.

C'est le cas également de la « périphérie » plus large qui entoure le « centre », celle du tiers-monde où le phénomène de la paupérisation de masse a pris au cours de ces deux dernières décennies une extension colossale.

Il est exclu qu'un monde régi par l'argent, le profit, l'individualisme, la course aux armements, débouche sur un Eden mondial. Tout montre au contraire qu'il court vers son « exterminisme » par la guerre et la destruction de son environnement écologique. L'avenir historique est certes encore incertain, hésitant entre l'« exterminisme » et la possibilité matérielle et culturelle d'une république mondiale autogérée. Il faut espérer que des individus et des masses de plus en plus larges s'engagent et luttent ardemment dans cette direction.